https://www.elcorreo.eu.org/LE-QUOTIDIEN-ARGENTIN-LA-NACION-ALERTE-Isolement-interne-de-Milei-et-sa-bulle-internationale

LE QUOTIDIEN ARGENTIN LA NACION ALERTE : Isolement interne de Milei et sa bulle internationale

- Argentine -

Date de mise en ligne : mercredi 12 août 2026

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le président Javier Milei a accentué sa tendance à parler et à s'écouter lui-même, tout en cherchant refuge à l'étranger auprès de ceux qui pensent comme lui ou qui savent dissimuler toute dissidence.

« Je ne suis en compétition qu'avec moi-même »Alfredo Sábat

Javier Milei se distingue à bien des égards de la plupart de ses prédécesseurs, même s'il a parfois tendance à exagérer ses traits les plus marqués, jusqu'à la caricature . Depuis plusieurs semaines, le président répète et exacerbe un comportement malheureusement trop fréquent chez les dirigeants **confrontés à des difficultés** dans leur administration, lorsque les résultats sont décevants et que le soutien populaire s'érode.

D'une part, Milei a accentué sa tendance à l'isolement intérieur, parlant et s'écoutant beaucoup lui-même, et accordant peu d'attention à très peu de personnes.

D'autres parts, il s'est une fois de plus replié sur lui-même. Ce refuge confortable lui offre l'hospitalité de ceux qui partagent ses idées ou savent dissimuler leurs désaccords. Il lui sert également de champ de bataille pour affronter des ennemis soigneusement choisis, dans le but de plaire à ceux qu'il cherche à apaiser, qu'il s'agisse de son propre peuple ou de ses plus influents mentors, et, si possible, d'attiser le sentiment nationaliste des majorités locales.

« DES ÉCHECS CUITS À PETIT FEU »

Les conséquences de cette dérive sont clairement visibles dans les apparitions médiatiques récentes et répétées du Président, dans son rôle retrouvé, corrigé et accru de porte-parole de sa propre personne, après le départ tardif et scandaleux [1] de [l'exporte-parole du Gouvernement Milei] **Manuel Adorni** et l'expérience jusqu'ici infructueuse d'Adrián Ravier pour le remplacer.

Milei est le seul à parler en son nom propre et à se répéter avec les mêmes manières extrêmes qu'auparavant, mais cette fois sans élargir son public ni mettre à l'épreuve la tolérance de ceux qui l'écoutent.

Depuis sept mois, les réactions négatives à l'égard du président et de son gouvernement dominent les réseaux sociaux, d'après le suivi réalisé par les cabinets de conseil spécialisés *Méthodo et AdHoc* . Parallèlement, les sondages révèlent une dégradation continue de l'image du président et du gouvernement, ainsi qu'une baisse des perspectives économiques de la population.

Copyright © El Correo

Ces indicateurs seraient le produit du manque de résultats des politiques publiques, notamment celles liées à la qualité de vie individuelle (revenu, emploi, pouvoir d'achat), ce qui accentue un épuisement apparent de l'attribut central qui a finalement porté le libertarien à la présidence.

Le « *Milei, phénomène verbal* », analysé avec perspicacité dans l'ouvrage éponyme de l'essayiste **Juan José Becerra** , semble nécessiter une refonte. « L'homme politique autodidacte », comme l'indique le sous-titre de l'essai, peine à assumer la présidence. L'absence de concurrents sérieux accentue le problème, tout en en atténuant les conséquences. Du moins dans l'immédiat.

Les près de 14 mois et demi qui restent avant l'élection présidentielle et la fragmentation de l'opposition laissent penser que le président et son administration disposent encore de suffisamment de temps pour une réinitialisation ou une refonte.

Milei l'avait déjà fait lors des turbulences qui ont suivi la victoire écrasante des kirchnéristes aux élections provinciales de Buenos Aires en septembre dernier, avant de reprendre l'ascendant en fin d'année avec sa victoire aux élections nationales d'octobre et le rétablissement d'une stabilité des changes. Ce revirement est ce que Becerra a qualifié de *« mise en sourdine stratégique* » de la rhétorique enflammée de Milei. Cette rhétorique est désormais de retour et contraindrait l'auteur à publier une édition augmentée.

Les dernières apparitions frénétiques du leader libertarien, accompagnées de la justification explicite de ses « *méthodes horribles* », comme il les a lui-même décrites lors de sa conversation avec Luis Majul, suggèrent que l'isolement intérieur qu'il vit, la bulle internationale dans laquelle il évolue et une analyse biaisée de sa victoire électorale d'octobre dernier renforcent la version originale de Milei plutôt que de provoquer une révision, que le contexte semble pourtant exiger.

Au sommet du pouvoir libertarien règne la conviction (ou la surestimation) que la victoire aux élections nationales de mi-mandat est bien plus due à leurs propres mérites et au soutien populaire dont bénéficie leur administration qu'au plan de sauvetage d'urgence de Donald Trump et Scott Bessent, conjugué à une profonde crainte d'un retour au passé, marqué par la turbulence monétaire et l'inflation galopante. De tels diagnostics erronés peuvent avoir des conséquences désastreuses.

Changement de contexte

Le contexte actuel révèle des changements manifestes. La patience sociale est mise à rude épreuve. Sondages, groupes de discussion, veille des réseaux sociaux, réactions naissantes dans l'espace public et récents changements de position de dirigeants et gouverneurs alliés ou collaborateurs, qui nuancent leur soutien ou leur désapprobation du gouvernement en fonction de l'opinion publique, le confirment.

La suppression du chapitre relatif à l'accès des étrangers à la propriété foncière, ainsi que de la disposition concernant la gestion des incendies, du projet de loi dit « *Inviolabilité de la propriété privée* », en dit long sur la nouvelle réalité. Cette réalité a engendré des conflits internes au sein du gouvernement et mis en lumière l'isolement dans lequel s'est enfoncé le Président, un isolement auquel très peu de personnes ont accès et qui ne conduit pas toujours au succès. Le visa de Federico Sturzenegger est actuellement en cours d'examen au bureau de l'immigration de Karina Milei.

Pendant ce temps, les collaborateurs qui cherchent à faire entendre leur voix et à inscrire des enjeux à l'agenda

Copyright © El Correo

public ne font qu'ajouter du bruit et de la cacophonie, sans posséder les qualités de l'original. Deux des ministres les plus importants du gouvernement, le ministre de l'Économie Luis « *Toto* » Caputo et le ministre des Affaires étrangères Pablo Quirno, figurent en tête de liste de ces imitateurs déconnectés de la réalité qui, au lieu de rallier des soutiens, irritent et suscitent le rejet d'un public qui suit encore les aléas de la politique ou qui ne s'y intéresse que sporadiquement, en fonction des sujets abordés. Dans le discours officiel, les chambres d'écho et les biais de confirmation sont actuellement à leur comble et leur influence est minimale.

C’est là que réside la perception largement répandue d’insensibilité et de manque d’empathie engendrée par le mépris avec lequel Milei a évoqué l’augmentation de la dette et de la délinquance parmi les Argentins ordinaires, la minimisant comme le produit d’un problème entre parties privées sans aucune responsabilité de ses politiques économiques, financières et de change.

On peut dire la même chose du besoin tardif (et de l'impossibilité) de Caputo d'expliquer que lorsqu'il parlait des « *idiots qui défendent l'industrie* », il n'insultait pas les hommes d'affaires et les ouvriers industriels et leurs familles touchés par la panne d'électricité subie par l'un des plus grands employeurs.

Trente-deux mois après son entrée en fonction, de moins en moins de personnes exonèrent le gouvernement de l'héritage qu'il a reçu, d'autant plus que des voix inattendues émergent – des voix non seulement non considérées comme faisant partie du bataillon des « *terroristes* » anti-libertariens, selon les nouvelles catégories du trumpisme de Milei, mais qui étaient, jusqu'à récemment, très louées par le leader libertarien lui-même. Les observations récentes de l'économiste Ricardo Arriazu à ce sujet n'ont échappé ni au gouvernement, ni à l'opposition, ni aux observateurs de la situation politique et économique.

Dissonance cognitive

L'autre facette de la nouvelle réalité que traverse Mile se manifeste dans son incursion frénétique dans les relations internationales, selon deux dimensions opposées.

D’une part, il a agi comme le vicaire régional du trumpisme le plus radical avec son ingérence dans le processus électoral brésilien, qui ne s’est pas limitée à exprimer son soutien au candidat d’opposition de droite **Flávio Bolsonaro**.

Il est allé beaucoup plus loin en proférant une longue série d'insultes, d'accusations et de remarques désobligeantes à l'encontre de son homologue (bien qu'il ne se considère pas comme tel), **Luis Inácio Lula da Silva,** et à un juge à la Cour suprême du Brésil, ce qui a engendré la pire crise diplomatique avec le principal partenaire commercial du pays et a failli rompre définitivement les relations bilatérales. Il a également eu recours à la désignation d'un ennemi extérieur, accusant le gouvernement de Lula d'avoir financé *une « campagne anti-argentine* » pendant et après la Coupe du monde.

L'échec de la réforme foncière a démontré l'inefficacité de cette stratégie. La société et les dirigeants politiques non libertariens semblaient prendre conscience de la dissonance cognitive entre le discours et les politiques publiques.

La même chose pourrait se produire avec la tentative de Milei et **Pablo Quirno** [Ministre de Relations Extériorise] de s'approprier la visite du Pape dans le pays, ce qui pourrait se retourner contre eux. La plupart des déclarations du pape **Léon XIV** , ainsi que celles de la hiérarchie ecclésiastique argentine sur les questions politiques et économiques, sont en totale contradiction avec le discours et les pratiques de Milei.

Copyright © El Correo

L'**homélie** de l'archevêque [avocat et canoniste catholique argentin] de la cathédrale de Buenos Aires, **Jorge Ignacio García Cuerva** , lors de la commémoration de Saint Cajetan [**Gaétan de Thiène** patron du pain et du travail en Argentine], n'a pas seulement omis de faire des remarques sur l'impact négatif sur la société de certaines politiques gouvernementales, mais a également lancé un appel explicite à ne pas rester silencieux sur la remise en question.

Octobre et novembre s'annoncent comme des mois passionnants en raison de l'influence des affaires étrangères sur le pays. L'élection présidentielle au Brésil et les élections législatives, susceptibles de modifier la composition du Congrès américain, précéderont la visite de Léon XIV. Texte et contexte.
En attendant, Milei a cherché refuge dans la bulle extérieure que lui offraient les artifices et le protocole des gouvernements avec lesquels il entretenait des relations cordiales, renforcées en l'occurrence par le parti pris idéologique régional des hôtes.

Sa tournée dans les pays andins qui ont récemment élu des gouvernements de droite partageant ses idées, comme le Pérou et la Colombie, lui permettra sans aucun doute de rentrer au pays revigoré et renforcé. Rien de nouveau sous le soleil, puisque d'autres prédécesseurs y ont déjà eu recours pour traverser des périodes difficiles.

Raúl Alfonsín, Carlos Menem, Fernando de la Rúa, Néstor et Cristina Kirchner, Mauricio Macri et même Alberto Fernández, impuissant, ont souvent vécu cette expérience.

Cependant, aucun d'eux n'a échappé aux dures réalités de leur pays. Au contraire, l'histoire montre que l'isolement, tant intérieur qu'extérieur, aggrave souvent les effets des périodes difficiles.

Claudio Jacquelin* pour **La Nación**

La Nación. Buenos Aires, le 9 août 2026.

***Claudio Jacquelin**. Secrétaire général adjoint/Chroniqueur. Il a étudié le droit à l'Université de Buenos Aires avant de se passionner pour le journalisme. En 1986, après avoir collaboré à divers médias, il a rejoint la rédaction de La Nación. Membre fondateur de « **Fopea** ».

Traduit de l'espagnol depuis *El Correo de la Diáspora* par : Estelle et Carlos Debiasi.

El Correo de la Diaspora. Paris, le 12 août 2026.

Cette création par **http://www.elcorreo.eu.org** est mise à disposition selon les termes de la **licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported**. Basée sur une œuvre de **www.elcorreo.eu.org**

[1] En mars 2026, Adorni s'est retrouvé au cœur d'un scandale national lorsqu'un média l'a photographié en compagnie de son épouse (qui n'occupe aucune fonction publique) à bord de l'avion présidentiel, alors qu'ils se rendaient à la rencontre financière « *Argentina Week* », présidée par le président Javier Milei à New York. Parallèlement, il a été révélé que son épouse avait acheté un billet d'avion à destination de New York pour plus de cinq mille dollars – payé par Adorni, tout comme les indemnités de déplacement –, ce qui a suscité des soupçons quant au patrimoine réel du couple. De plus, il a été rapporté que tous deux s'étaient rendus à Punta del Este (pendant le carnaval) à bord d'un jet privé dont le coût ne descend pas en dessous de dix mille dollars ; Adorni n'a toujours pas précisé qui avait réglé la facture. On lui a également reproché que ses dépenses et celles de son épouse étaient bien supérieures à leurs salaires cumulés. On lui attribue également une propriété

située dans un lotissement fermé du nord de la province de Buenos Aires, dont le coût est bien trop élevé par rapport à ses revenus déclarés. À cela s'ajoute la récente révélation journalistique concernant l'achat d'un bien immobilier dans le quartier de Caballito -quartier chic de Buenos Aires- par le fonctionnaire ; celui-ci avait déjà déclaré que son mode de vie « n'avait pas changé » depuis qu'il travaillait pour le gouvernement, malgré les écarts évidents entre son salaire et son patrimoine actuel. Après avoir remis sa déclaration de patrimoine, Adorni a opté pour le régime simplifié d'imposition sur les revenus, dont le cadre juridique complet est constitué par la loi sur l'innocence fiscale, qui permet à l'ARCA de ne pas examiner son patrimoine et d'éviter ainsi des sanctions administratives ou une plainte fiscale pour évasion fiscale. L'avantage pratique de cette adhésion, alors qu'il fait l'objet d'une enquête pour enrichissement illicite, est d'empêcher l'ARCA d'utiliser la variation patrimoniale comme outil de contrôle fiscal.

Copyright © El Correo